SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT DU COURS SUPERIEUR DE L'ENDRE

Siège : MAIRIE DE FAYENCE - 2 Place de la République - 83440 FAYENCE
Tél. 04 94 39 15 00
Télécopie 04 94 39 15 01

REUNION COMITE SYNDICAL DU 30.10.2014 à 10H00 en MAIRIE DE FAYENCE

PROCES-VERBAL

Etaient présents : *Mrs Jean-Luc FABRE (Président), Fayence*
Caroline COIN (secrétaire), Claviers
Adrien BOUHET, Saint-Paul-en-Forêt -
Serge LEIBOVITZ (1er Vice-Président), Jean-Jacques FORNIGLIA - Seillans

Etait excusé : *Bernard HENRY (procuration JL. FABRE), Fayence - Roland BULLMAN, Claviers - Claude GIORDANO (2ème Vice-Président), Saint-Paul-en-Forêt -*

Secrétaire de séance : *Mme Caroline COIN*

Monsieur le Président donne lecture du procès-verbal de la séance du 03 juillet 2014, qui n'appelant pas de remarques particulières, est adopté à l'unanimité.

1. Demande de la fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique pour le repoissonnement du lac du Rioutard après travaux (Délibération n° DCSE/2014-10-23)

Monsieur Martel, à la demande de Monsieur le Président, explique que, par courrier du 07/10/2014, la Fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique sollicite l'aide financière du Syndicat de L'ENDRE aux fins de repoissonnement du barrage du Rioutard à la suite de l'opération de vidange.

Lors de la pêche de sauvegarde, mesure d'ailleurs nécessaire à l'obtention des autorisations administratives de vidange, la fédération de pêche du var et la Belle Moucheté avaient prêté leur concours gracieusement au syndicat mettant à disposition leur matériel et leur personnel lors de la pêche de sauvegarde. Il avait été convenu après une période d'une année le repoissonnement du plan d'eau.

La facture s'élèverait à 3 767,26€ pour le compte du Syndicat : 720 kg de poissons divers (gardon, rotengle ou perche commune, carpes C3, tanche, brochet, black-bass) seront réintroduits sachant que la perte naturelle est de l'ordre de 50% après une année.

Le Conseil Syndical, entendu les explications et considérant que ce repoissonnement constitue à nouveau le départ de la vie piscicole du lac du Rioutard et est assimilé à une charge d'investissement,

A L'UNANIMITE,

- ◆ **DECIDE** de participer à hauteur de 3 767,26€ suivant facture présentée par la fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- ◆ **DIT** que cette dépense sera prélevée au titre de l'opération n° 112 « RIOUTARD » au chapitre 2315 du BP 2014 (crédits notamment affectés à la partie environnementale suivant arrêté préfectoral).

2. Informations sur le Lac du Rioutard

Monsieur Martel rappelle que l'arrêté préfectoral avait prescrit des mesures environnementales. Pour ce faire, il est notamment indispensable de poser une barrière permettant d'interdire la circulation de véhicules et des 2 roues qui ont d'ailleurs endommagé 2 piézomètres. Il est entendu, avec les représentants de la commune de St-Paul-en-Forêt particulièrement d'installer la barrière en bas, au début de la descente permettant d'interdire l'accès véhicule à la digue.

En ce qui concerne l'information, il est décidé de retenir la pose d'un panneau d'information (au lieu et place de la distribution de flyers) à l'entrée de la piste d'accès au lac du Rioutard.

3. Approbation de la note complémentaire en réponse au courrier de Monsieur le Préfet du Var du 07/10/2014 concernant le dossier de demande d'autorisation pour les travaux de mise aux normes du barrage du Riou de Méaulx (Délibération n° DCSE/2014-10-24)

Monsieur Martel fait savoir que 2 espèces végétales protégées supplémentaires sur la liste des 8 déjà recensées ont été identifiées : le trèfle de Boccone (*Trifolium Bocconeii*) et la gratiole officinale (*Gratiola Officinalis*). D'autre part, la protection de la tortue d'Hermann et des amphibiens nécessite aussi des mesures supplémentaires.

Ainsi, il convient :

- ✓ Pour les trèfles et les gratiolles : de récolter les graines, d'en faire des semis et de procéder ensuite à leur réimplantation
- ✓ Pour les amphibiens : de les déplacer avant travaux
- ✓ Pour les tortues d'Hermann : de recréer un milieu favorable sur 10 000m² sur la forêt communale de St-Paul-en-Forêt, de procéder à l'entretien annuel de ce milieu et d'assurer le comptage et le suivi des tortues

Ces mesures engendreront un coût environnemental supplémentaire de l'ordre de 17 000,00€ HT.

Enfin, pour rassurer l'Etat, il est rappelé le projet de création d'un Espace Naturel Sensible (ENS) autour du lac englobant toute la forêt communale de Fayence et partie de la forêt communale de Seillans et de St-Paul-en-Forêt.

Monsieur Martel soumet à l'Assemblée le projet de réponse au courrier de Monsieur le Préfet du 07/10/2014 qui reprend, point par point, toutes les interrogations soulevées.

Le Conseil Syndical, entendu les explications de Monsieur Martel, Conseiller technique, **A L'UNANIMITE,**

♦ **APPROUVE** le projet de courrier en réponse à Monsieur le Préfet, dont le préambule rappelle que :

Les travaux 2015/2016 concernent uniquement la remise en eau de la retenue du MEAULX à la cote de retenue normale initiale, et ce après les travaux de réhabilitation du barrage effectués en 2013 et financés par l'Etat à hauteur de 80%

L'utilisation des eaux de la retenue à des fins d'alimentation en eau potable n'est qu'une hypothèse à échéance lointaine, sous réserve de plusieurs paramètres : la qualité de l'eau brute, le coût de

l'exploitation, l'évolution des besoins en eau des 3 communes suivant leur évolution démographique, les ressources financières du Syndicat

- ♦ **APPROUVE** le débit réservé en aval du barrage d'au minimum 1/10ème du module interannuel du cours d'eau, soit 8 L/s ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage si celui-ci est inférieur
- ♦ **RAPPELLE** la nécessité de la remise en eau du lac du MEAULX qui représente une réserve DFCI de 750 000 m3 dans une zone NATURA 2000.

Monsieur MARTEL fait savoir, que sous réserve d'un avis favorable des instances administratives pour avril 2015 (Préfecture au titre de la Loi sur l'Eau et CNPN au titre de l'environnement), les travaux pourraient avoir lieu à compter de juin pour s'achever fin octobre 2015, avant les pluies automnales permettant le remplissage du lac. En cas de réponse tardive ou d'avis défavorables, les travaux ne pourraient débuter qu'en 2016 avec des conséquences en termes de coût sur les marchés attribués, ainsi que la prolongation d'une année supplémentaire de retenue vide pouvant avoir une incidence sur la qualité des argiles formant le noyau étanche de la digue.

4. Lancement d'un MAPA : Dérogation au règlement intérieur de la commande publique (Délibération n° DCSE/2014-10-25)

Monsieur le Président rappelle, que par délibération en date du 29/04/2014, il a été habilité en qualité de représentant du Pouvoir Adjudicateur du Syndicat, à lancer des marchés de travaux jusqu'à 400 000,00€ HT soit sous forme de MAPA soit suivant une procédure formalisée. Au-delà de ce montant, seul le Conseil Syndical est compétent et obligatoirement suivant une procédure formalisée, conformément à la délibération du 29/04/2014 portant règlement de la commande publique (article 9).

Considérant la complexité technique de l'opération de remise en eau du lac du MEAULX et de la réelle nécessité de négocier avec des entreprises hautement spécialisées dans le domaine des barrages, il s'avère opportun de déroger, uniquement pour cette opération, au règlement de la commande publique, en autorisant le Président à lancer un MAPA jusqu'au seuil européen et à l'habiliter à représenter le Syndicat en qualité de Pouvoir adjudicateur.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Aucune autre question n'étant soulevée, Monsieur le Président remercie l'Assemblée et lève la séance à 12 heures 40 minutes.

LE PRESIDENT,

Jean-Luc FABRE